

exige parfois de dire la vérité au public plutôt que de courber l'échine sous la vague des préjugés—le gouvernement s'est désisté. Il a la trouille. Voilà pourquoi on nous propose ce genre de document.

Qu'on me permette de citer quelques chiffres à l'appui de la déclaration que je viens de faire. Voyons de plus près le lien qui existe entre le chômage et les dépenses du gouvernement. C'est là une démarche très instructive; je dois cependant m'excuser de ce que les chiffres que je cite ne sont pas absolument exacts étant donné que la statistique relative au chômage est donnée en pourcentages annuels tandis que celle qui a trait au budget est établie sur la base de l'année financière. Ces chiffres, néanmoins, sont assez voisins pour nous donner le genre de tableau qu'il est important, à mon avis, que nous puissions voir.

● (1542)

Au cours de l'année 1974-1975, l'augmentation des dépenses prévues du gouvernement a été de 28.3 p. 100. Le taux de chômage a été de 5.4 p. 100. En 1975-1976, le gouvernement s'est vraiment donné du mal, a fait montre d'un conservatisme nouveau et a réduit le taux d'augmentation de ses dépenses et du budget à 10.2 p. 100. Le taux de chômage est monté à 6.9 p. 100. En 1977-1978—l'année par excellence du gouvernement—celui-ci a réussi à afficher un taux d'augmentation de ses dépenses de 8.2 p. 100 seulement, mais à quel prix! Le taux de chômage est monté à 7.1 p. 100. Si nous superposons la courbe des dépenses du gouvernement et celle du taux de chômage, nous pouvons facilement établir une relation entre les deux. Lorsque le gouvernement réduit ses dépenses, surtout en temps de marasme économique, le taux de chômage augmente.

Le gouvernement actuel a perdu toute initiative. Il s'est laissé aller à une réaction conservatrice—qui sera éphémère—afin de s'assurer des votes aux prochaines élections.

Il y a un million et demi de chômeurs mais le gouvernement s'en lave les mains. C'est une conduite honteuse et ignoble.

Passons maintenant à une autre théorie chère au gouvernement. Celle-ci se reflète dans la déclaration que le président du Conseil du Trésor a faite. On part du principe qu'en réduisant les dépenses publiques et en accordant des primes à l'industrie et des dégrèvements fiscaux aux sociétés, on permettra à celles-ci de créer des emplois. C'est une théorie très simple. Je devrais peut-être dire une théorie simpliste qui permet au gouvernement de laisser un vide que les employeurs privés sont censés combler au plus vite, sauf que malgré les milliards de dollars que nous avons complaisamment donnés au secteur privé au cours des trois derniers budgets, celui-ci n'a pas répondu à notre attente. Quand le gouvernement se décharge d'une responsabilité, personne ne prend la relève.

Je ne prétends pas que le gouvernement doive passer le plus clair de son temps à dépenser les fonds publics ni qu'il doive stimuler sans arrêt l'économie, mais j'affirme qu'avec un million et demi de chômeurs, le gouvernement choisit mal le moment pour se retirer de l'économie. Ce n'est pas le moment pour le gouvernement de se dérober à ses responsabilités parce qu'il n'y a rien pour le remplacer. Le secteur privé ne réagira que si le gouvernement stimule lui-même l'économie. Il est malheureux que le secteur privé ne le comprenne pas. Qui va investir si les gens ne travaillent pas? Où trouver un certain pouvoir d'achat si les gens chôment?

Budget principal des dépenses

Lors de la dernière conférence fédérale-provinciale qui s'est tenue dernièrement, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a déclaré que l'on avait en chantier des projets de milliards de dollars dans le domaine énergétique, que l'on comptait débloquer des fonds afin de favoriser l'embauche. Pourtant, quelques jours plus tard, le président du Conseil du Trésor vient démentir cette déclaration à la Chambre pour annoncer que le gouvernement met un terme à toutes ces dépenses et qu'il laisse le secteur privé prendre la relève.

En politique, il est important de se faire élire. Tout le monde veut donc avoir la faveur du public à un certain moment, mais il importe aussi de s'acquitter de ses responsabilités. Dans ce cas-ci, il appartient au gouvernement d'agir. Si celui-ci avait fait son devoir, cela lui aurait fait du bien et cela aurait été considéré comme une certaine preuve d'honnêteté.

D'après la déclaration faite aujourd'hui, il semble que le gouvernement ne juge pas bon de donner l'exemple. Ce n'est pas en tirant son épingle du jeu que le gouvernement résoudra notre problème; il a fait preuve de lâcheté aujourd'hui.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je voudrais remercier l'honorable ministre de nous avoir fait parvenir une copie de la déclaration qu'il a faite à la Chambre il y a un instant, de même que les documents qui l'accompagnaient, ce qui nous a permis de jeter un coup d'œil rapide sur le budget des dépenses pour l'année 1978-1979. Il est impensable qu'on puisse examiner très objectivement un volume aussi considérable en quelques minutes, mais je voudrais quand même traiter surtout de trois points qui ont retenu mon attention en examinant les documents dont je viens de parler et à la suite de la déclaration du président du Conseil du Trésor.

J'aimerais également féliciter les fonctionnaires des divers ministères qui ont travaillé à la préparation de ces prévisions budgétaires. J'estime que ce volume est écrit avec de très petites lettres et de très petits chiffres. Je reconnais qu'il y a certainement eu des milliers d'heures de travail à ce sujet et je pense bien que les Canadiens, à la fin de l'année, se rendront compte que réellement c'était un volume de milliards de dollars parce que c'est un budget de l'ordre de 4 milliards 350 millions de dollars. Aujourd'hui on parle de milliards de dollars comme autrefois on parlait de dix dollars. Il n'y a plus rien qui nous effraie tellement les chiffres subissent l'inflation également. L'inflation n'existe pas seulement dans les prix de ce que les gens consomment, mais le service de la dette a également subi l'inflation.

Dans le domaine de l'inflation il est regrettable qu'il y ait une coupure de 323 millions de dollars à l'égard de la Société centrale d'hypothèques et de logement, au moment où nous aurions davantage besoin d'ajouter des crédits dans ce domaine afin de répondre d'une façon plus satisfaisante aux demandes et aux besoins des Canadiens. Il y a une coupure et cela est malheureux. Il est possible que le gouvernement nous dise: Les Canadiens n'ont pas utilisé tous les crédits qu'on avait mis à leur disposition. Cela est possible. Mais s'ils ne l'ont pas fait, c'est parce que les taux d'intérêt sont trop élevés par rapport à leur capacité de payer. C'est parce que les gens craignent un peu pour l'avenir. On manque de confiance. On n'ose pas trop se lancer dans le domaine de l'habitation alors qu'il faudrait encourager les gens dans ce domaine ainsi que dans le secteur de la construction qui est extrêmement impor-